



Pour une Organisation Mondiale de la Santé indépendante

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est garante de la santé des populations dans le monde et fait autorité auprès des États. Elle doit, conformément à sa Constitution, être indépendante de tout intérêt commercial. Les affaires successives de l'amiante et du tabac, auxquelles s'ajoutent actuellement les problèmes posés par les pesticides, les polychlorobiphényles ou PCB ... montrent que l'OMS peut être entravée dans sa mission par des lobbies infiltrés. Ce sont là accidents susceptibles de se produire dans toute institution.

Avec l'accord entre l'OMS et l'AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique), signé le 28 mai 1959, (Rés.WHA 12-40), l'Organisation Mondiale de la Santé s'est liée à une agence dont le but reconnu est la promotion commerciale de l'atome civil. Or, cet accord exige que *« chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord »*. (article I §3). L'article III prévoit de *« prendre certaines mesures restrictives pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents »*. Enfin : *« en vue d'assurer une coopération aussi complète que possible... l'OMS et l'AIEA s'engagent à éviter les doubles emplois inutiles dans le rassemblement, l'établissement et la publication des statistiques »* (Art.7).

L'AIEA dépend du Conseil de Sécurité de l'ONU et se trouve ainsi dans une position hiérarchique dominante à l'égard de l'OMS qui ne dépend que du Conseil Économique et Social¹. Que se passe-t-il **lorsqu'il y a conflit d'intérêts** entre l'information et la prise en charge de la santé des populations par l'OMS face à la promotion commerciale du nucléaire par l'AIEA ? **La réponse est dans la gestion de la catastrophe de Tchernobyl.**

L'OMS a mis 5 ans avant de venir sur les lieux, laissant le champ libre à l'AIEA. En novembre 1995, l'OMS a réuni une conférence internationale sur les suites de Tchernobyl. Beaucoup de témoignages se sont révélés inquiétants : les actes de cette conférence n'ont toujours pas été publiés². Six mois plus tard, l'AIEA convoque une autre conférence à Vienne (avril 1996), qui donne ce bilan officiel de la catastrophe, que l'OMS ne remet pas en cause : 32 morts, 200 irradiés, 2000 cancers de la thyroïde chez les enfants ! Ces chiffres, révisés à la hausse le 5 septembre 2005 (une cinquantaine de morts, 400 irradiés, 4000 cancers) sont tout aussi dérisoires, ne tenant aucun compte de l'état de santé des enfants, à 80% malades dans les zones contaminées, ni du nombre de morts et d'invalides parmi les 600.000 à 1.000.000 de liquidateurs qui sont intervenus pour éviter une plus grande catastrophe.

Il suffit pour s'en convaincre de confronter ce bilan avec ce que rapporte l'Ambassade d'Ukraine en France, le 25 avril 2005, concernant ce seul pays : *« 3,5 millions d'habitants dont 1,3 millions d'enfants ont été fortement irradiés en 1986. 2.646.106 citoyens sont considérés comme victimes, en janvier 2005. Parmi ceux qui vivent encore dans les régions contaminées par des retombées radioactives, 84.7% sont malades. En 2004, 94 % des liquidateurs étaient malades. Chaque année la proportion des malades augmente »*.

¹ Témoignage du Dr.Nakajima, directeur de l'OMS en 1995, interviewé à Kiev en 2001 (Cf. *Controverses nucléaires*, documentaire de W.Tchertkoff. www.alerte-verte.com)

² Cf. *La catastrophe de Tchernobyl et la santé* de Michel Fernex in *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, L'Harmattan 2001 - <http://tchernobyl.verites.free.fr>

IndependentWHO demande la révision de cet accord entre l'OMS et l'AIEA, afin que l'OMS redevienne indépendante :

- qu'elle cesse d'être complice d'une désinformation à propos du nucléaire en général ;
- qu'elle soutienne l'effort des chercheurs de l'ex-union soviétique et d'ailleurs, qui tentent d'aider les populations contaminées à lutter contre les effets de la catastrophe de Tchernobyl ;
- qu'elle prenne l'initiative de recherches et de prophylaxie sur le problème controversé de l'irradiation interne par les faibles doses de Césium 137 et autres radionucléides, qui continuent d'être actifs pendant des périodes allant de quelques décennies à des centaines d'années.

Nous estimons que toutes ces recherches doivent être rendues publiques car nulle part nous ne sommes à l'abri d'un accident pour lequel nous n'avons aucune préparation sérieuse à ce jour.

Nos actions :

Depuis le 26 avril 2007, des « **vigies** » **sont devant le siège de l'OMS à Genève**, de 8 heures du matin à 18 heures, les jours ouvrables pour dénoncer cet accord OMS-AIEA et demander à l'OMS de recouvrer son indépendance.

Outre les **tracts, pétitions** que nous faisons circuler et les manifestations que nous organisons pour sensibiliser le grand public, nous recueillons des signatures autour d'un **Appel des professionnels de la santé** s'adressant à la fois au Ministre de la Santé de chaque pays et à la directrice de l'OMS.

Nous invitons les délégués des Missions permanentes des États membres de l'OMS à présenter une **Résolution** à l'ordre du jour de l'Assemblée Mondiale de la Santé pour y introduire la révision de l'Accord OMS-AIEA de 1959 en son sein.

***INDEPENDENTWHO** est un mouvement citoyen animé par un collectif d'individus et d'associations (Brut de Béton, CETIM (Centre Europe Tiers Monde), Contratome Genève, CRIIRAD, Enfants de Tchernobyl Belarus, PSR/ IPPNW (Suisse), Réseau Sortir du Nucléaire, SDN Loire et Vilaine, Mouvement des Peuples pour la Santé (PHM)) - soutenu par une soixantaine d'autres. Il ne se situe pas au niveau des choix énergétiques, mais s'adresse exclusivement à l'Organisation Mondiale de la Santé qui, par son alliance avec l'AIEA ne peut remplir sa mission constitutionnelle : « agir en tant qu'autorité directrice et coordinatrice dans le domaine de la santé » et « aider à former parmi les peuples une opinion éclairée en ce qui concerne la santé ». Il s'adresse à tout citoyen du monde qui exige que les institutions mettent en œuvre les PRINCIPES qui les fondent*

Pour plus d'informations : www.independentwho.info

Contact : info@independentwho.info

IPNS- ne pas jeter sur la voie publique-